

Echec et mat contre qui ?

La mollesse des grandes organisations syndicales dans la défense du système des retraites tel qu'il s'est développé après la libération selon le programme du CNR conduira inévitablement à **durcir les rapports entre le peuple et ceux qui prétendent le gouverner**.

En effet, les confédérations et les unions syndicales ont montré, comme l'avait fait la FNSEA naguère, qu'elles ont encore la main pour mobiliser de nombreux travailleurs. Mais en même temps, elles n'ont pas été en mesure d'insuffler au mouvement revendicatif l'allant et l'élan qui fait hésiter puis reculer l'adversaire et, enfin, le met en déroute.

Lorsque l'avenir des travailleurs, futurs retraités, est ainsi pris en main avec circonspection par les organisations syndicales officielles, c'est que leurs appareils ont d'autres objectifs plus importants à leurs yeux, quoique pudiquement tus, que l'avenir de la classe ouvrière, celle des salariés et des petits entrepreneurs. Leur objectif tacite, en l'occurrence, est de **garder leur position d'interlocuteurs obligés des responsables politiques et économiques, même au prix de la régression sociale***. Or, dans le panel de la réforme sarkozienne, il y a celle des critères de la représentativité syndicale et de leur participation aux élections professionnelles. Difficile de ménager dans ces circonstances la chèvre et le chou* ; l'un des deux est sacrifié !

Le Président, qui s'est tout de même rendu compte qu'il y avait eu en France des grèves et des manifs, a paternellement annoncé qu'il n'était pas sourd et qu'il tiendrait compte, le moment venu, des inquiétudes manifestées par les travailleurs.

Il a donc obtenu ce qu'il voulait, retarder l'âge légal du départ à la retraite.

Il a aussi prétendu qu'il avait sauvé le système de retraite par répartition : ce qui est faux.

Le SNCA e.i.L. Convergence l'a souvent écrit et dit : **l'idéologie dominante qui entraîne pression sur l'emploi et pression sur les salaires favorise le système de retraite par capitalisation** aux dépens du système fraternel et républicain par répartition. A quoi s'ajoute maintenant la perspective d'avoir à travailler plus longtemps pour bénéficier d'une retraite décente. Dans une économie qui ne donne pas assez d'emplois aux jeunes et en refuse aux actifs les plus âgés, la solution sera, pour ceux du moins auxquels leurs rémunérations le permettront, de souscrire des retraites complémentaires. Cela diminuera leur pouvoir d'achat d'autant – ce qui n'est pas un bon indicateur de relance économique – mais abondera magnifiquement le pactole des sociétés financières spécialisées dans la gestion des fonds de pensions.

La société MALAKOFF MEDERIC serait sur les rangs pour augmenter son chiffre d'affaire et les dividendes de ses actionnaires.

Qui dirige MALAKOFF MEDERIC ? Un certain Guillaume SARKOZY.

Après le fiston, le frerot : notre Nicolas-Louis-Napoléon SARKOZY met ses pions et ses fous partout.

*** Dans le secteur éducatif, la cogestion qui découle de cette manie de vouloir être l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics a conduit le SNES à faire reculer en 30 ans la situation sociale des profs et à mettre en péril de nombreuses générations de jeunes mal orientés dans leur cursus scolaire. Ou encore le SNETAA-FO à renier ses mandats et à liquider l'enseignement pro public au profit de la formation par l'apprentissage et l'alternance.*

** Au lecteur de déterminer qui est la chèvre, qui est le chou dans le face à face du pouvoir et du monde au travail qui de toute façon n'a pas l'intention d'être le dindon de la farce.*